

N° 726

17 Juin 2015

Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

La Défense des cadres

Pari osé mais pari tenu : le 17 juin, la CGT et son UGICT organisaient un grand rassemblement de cadres à La Défense. Objectif : briser l'isolement de l'encadrement, permettre l'expression collective des attentes et mettre en visibilité combats et revendications convergentes.

La présentation en exclusivité des deux sondages réalisés par *Viavoice* auprès des cadres a permis d'interpeller le patronat et le gouvernement sur

la situation des salariés qualifiés et à responsabilité, avec la mise en place d'une politique « low cost » qui vise à tirer vers le bas les droits et les qualifications. Ce rassemblement a également été l'occasion de démontrer l'attachement de l'encadrement au régime de retraite par répartition et d'amplifier la mobilisation autour des propositions portées par la CGT dans les négociations AGIRC-ARRCO.

Ludique et festif, il a permis de montrer une CGT tournée vers les cadres, utile, accessible et solidaire. Les quelques 1 000 militants rassemblés dont plusieurs dizaines de l'Union Fédérale des Cadres (UFC) de la CGT-Fapt sont allés au devant des salariés, des salariés un peu étonnés dans un premier temps, mais qui ont eu l'occasion de découvrir le caractère interprofessionnel de la CGT, une CGT à l'écoute et dotée d'une organisation spécifique pour les accueillir.

Les jeunes diplômés, les stagiaires et les alternants ont été particulièrement à l'honneur avec, en partenariat avec l'UNEF, un happening sur les stages et un stand d'assistance juridique.

Une initiative inédite et efficace qui en appelle d'autres !



FLASH CADRES



FLASH CADRES

Branche Poste

La Poste a perdu 90 000 emplois en dix ans et ses effectifs doivent encore diminuer de près de 7 000 emplois en 2015. Orange supprime près de 6 000 emplois en France, 1 500 en Pologne. Compte tenu de la pyramide des âges, un quart du personnel part en retraite de 2012 à 2018, moins de 2 000 recrutements sont prévus dans les deux ans. Toutes les entreprises du secteur réduisent leur réseau de distribution. Les clients attendent pourtant proximité, conseils, démonstration, assistance, etc.

Depuis la privatisation de France Telecom et de La Poste, toute volonté de politique industrielle disparaît devant celle des profits immédiats qui soumettent le secteur de la communication à une crise de l'emploi sans précédent et son lot de précarité et de dumping social. Le pillage financier est terrible, près de 30 Md€ de dividendes pour 28 Md€ de bénéfice en sept ans chez Orange.

Pour vivre ensemble, les hommes ont besoin de communiquer, au-delà du lien social, la communication nous permet le transfert des savoirs, la transmission des connaissances, de la culture, de notre aptitude à produire, à étudier, se former et partager des expériences. Derrière la communication il y a donc bien la notion de développement social, économique, culturel, industriel. Sans communication il n'y a pas d'organisation du travail, il n'y a pas de possibilité de développement.

La communication répond à un besoin vital pour l'Homme qui ne souffre pas son instrumentalisation à des fins privées et qui appelle au développement d'un nouveau service public.

Branche Télécoms

Les CAPRO Courrier sur la sellette

En permanente restructuration, le Courrier se réorganise et l'ensemble de ce secteur est touché et plus particulièrement les CAPRO qui encore une fois vivent le système « des chaises musicales » sur plusieurs sites, cachant ainsi les suppressions de poste de chefs d'équipe.

Certains n'ont même pas eu le temps de mettre en place une nouvelle réorganisation, que quelques mois après, La Poste leur demande de repartir en « postulant » sur tel ou tel poste...

Il n'est pas rare de rencontrer un CAPRO qui en moins d'un an, a déjà postulé sur son propre poste, puis sur le centre voisin et aujourd'hui est obligé de changer encore de service...

Ce qu'il y a de certain, c'est que La Poste veut se débarrasser de ses cadres de proximité en commençant par les CAPRO et plus largement de la Classe 3...

Orange amère en Israël

Ne nous réjouissons pas trop vite, de l'annonce faite par Orange de rompre son contrat avec l'entreprise israélienne Partner, active dans les colonies de la Palestine occupée.

La reconnaissance publique par Orange des risques liés à cette relation d'affaires, notamment au regard des violations des droits humains et du droit international humanitaire, avait été demandée à maintes reprises.

Mais, las, il n'a fallu qu'un seul froncement de sourcil, pour que M. Richard se confonde en plates excuses... Pourtant, il faudrait qu'Orange revoise son contrat avec Partner et exige l'introduction de clauses visant le respect des droits humains et le retrait de Partner des colonies israéliennes.

L'Etat français devrait l'imposer à Orange, mais...

Échos

Privatisation du nucléaire

Le gouvernement travaille à un démantèlement de la filière nucléaire dans une pure optique financière.

Les activités d'AREVA NP (réacteurs), dans une filiale d'EDF, est pour le moins incertain ; la gestion des affaires, qui ont conduit AREVA à sa situation actuelle (EPR finlandais, URAMIN, ENR...), rendrait encore plus délicate la situation du Groupe ; la maîtrise des technologies par le maintien et le développement des savoir-faire et des compétences doit être maintenue.

Le projet se résume à EDF et AREVA, occultant le CEA et les sous-traitants.

La CGT a interpellé les groupes parlementaires, revendiquant un débat national, au vu de l'ampleur du dossier et de ses enjeux.

Projets de loi

Le MEDEF se frotte les mains

Le texte voté sur le dialogue social, tourne le dos à une véritable démocratie sociale basée sur le développement de la citoyenneté au travail. Il consacre la fusion des Instances Représentatives du Personnel éloignant les salariés de leurs représentants.

L'amélioration des conditions de travail, la prévention des risques professionnels, le droit d'expression des salariés vont faire les frais de ces dispositions. Des avancées marginales : Valorisation des parcours professionnels des élus étendus ; Place des administrateurs salariés améliorée.

Ce texte va de pair avec les dernières mesures annoncées en faveur du MEDEF : plafonnement des indemnités de licenciement, réduction des effets de seuil, prime exceptionnelle à l'embauche, possibilité de renouveler deux fois un CDD.

A quand, un véritable dialogue social ?

Tous sur écoute ...

Suite au traumatisme suscité par les événements de Janvier dernier, le gouvernement profite de l'émotion des citoyens pour proposer un projet de loi sur le renseignement.

Ce projet est liberticide, et est condamné par la CGT mais aussi par 65 autres organisations et associations comme la CNIL ou Amnesty Internationale.

Ce projet de loi donnerait la possibilité aux services de renseignement, de surveiller n'importe quel citoyen et de récupérer toutes les données en cas de « menace détectée », avec toutes les limites que cela comporte.

La CGT, ainsi reste mobilisée contre ce projet de loi qui signe un grave recul des libertés individuelles et collectives.

International

Migrants, pas délinquants

Les gouvernements des États membres de l'Union européenne ont le devoir de répondre collectivement et de façon responsable à la crise humanitaire en Méditerranée, pas seulement pour les personnes qui se noient en mer, mais aussi pour les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants désespérés qui prennent tous les risques pour fuir pauvreté et conflits dans certains pays Africains et du Moyen-Orient et ainsi trouver dans l'UE une vie décente.

Tel est le message porté par la Confédération Européenne des Syndicats, lors d'une conférence de presse dont la CGT est totalement partie prenante aux côtés des représentants de plusieurs autres organisations syndicales françaises, espagnoles, italiennes et maltaises...

Il y a urgence !

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Pavé dans l'APAVE

A l'initiative de la CGT et de 4 autres organisations syndicales du groupe APAVE, premier Organisme de Contrôle et de Prévention français, les 10650 salariés, dont 8000 cadres étaient appelés à la grève ce 15 juin dernier.

Ils entendent ainsi répondre au mépris ouvertement affiché par la direction.

En effet, malgré les efforts consentis depuis des années au nom de la pérennité de l'entreprise, au détriment de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions de travail, les salariés n'obtiennent en retour que des propositions salariales, indignes et injustes.

Ils se retrouvent en butte à une organisation du travail de plus en plus autoritaire et déshumanisée, mettant en danger la santé des salariés. Un comble pour le spécialiste français de la maîtrise et de la prévention des risques.

Salaires

Conférence sociale sur les salaires

Les salaires et pensions de retraite, sont une des préoccupations majeures des Français, elles sont au centre d'un affrontement idéologique mené par le patronat, qui hélas impose ses vues au gouvernement. Rémunérer le travail « pénaliserait » donc la compétitivité des entreprises ? Pourtant les indicateurs montrent que nos entreprises souffrent d'un manque d'investissement, d'une trop forte rémunération des actionnaires et d'une consommation en déclin !

La CGT lance une pétition pour qu'une conférence sociale soit convoquée par le gouvernement dès Juillet 2015.

La CGT développe les propositions suivantes :

- ✓ revalorisation des pensions et des salaires (+10% pour le Smic au 1er juillet),
- ✓ égalité salariale femmes-hommes,
- ✓ reconnaissance des qualifications.

Signez massivement la pétition : <http://www.cgt.fr/Petition-Augmenter-les-salaires>

Figeac Aéro en grève

Les salariés de Figeac Aéro, sous-traitant aéronautique dont le dynamisme a été récemment salué par F. Hollande, ont entamé une grève pour peser sur les négociations salariales en cours. La proposition d'augmentation générale de la direction est provocatrice : 35 €/bruts en moyenne !

Alors que le chiffre d'affaires de cette entreprise bondit de près d'un quart chaque année, la direction propose l'aumône. La CGT, avec les salariés, revendiquent une augmentation générale pour tous de 100 €, augmentation qu'elle estime légitime compte-tenu des résultats de l'entreprise (bénéfice de 6,4 millions d'€ en 2014).

Égalité

Indispensable !

L'information sur les inégalités est souvent parcellaire et laisse la place à l'exagération et aux discours simplificateurs.

L'objectif de la publication de ce premier « Rapport sur les inégalités en France » de l'Observatoire des Inégalités est de fournir un ensemble de données faciles d'accès, de dresser un état des lieux complet et de faire le point sur les évolutions dans un grand nombre de domaines, comme l'école, les revenus, les inégalités femmes/hommes, etc.

Il constitue un document d'expertise indépendante de l'institution publique, premier du genre publié en France, grâce aux 400 donateurs et sans aucune subvention publique.

Infos sur : <http://www.inegalites.fr/> !